

Droit à l'eau

LE MANQUE D'EAU

tue dix fois plus que les guerres.

Mondialisation, gaspillage, pénurie

Le partage de l'eau, une urgence pour l'humanité

Le constat est alarmant. La pénurie d'eau, qui affecte déjà les régions les plus pauvres du monde, va s'amplifier, n'épargnant aucun continent. Face à ce risque dévastateur pour l'homme, des mesures rapides s'imposent.

ÉDITO



Dans ses campagnes pour mondialiser la solidarité et dans ses actions, le Secours populaire fait du problème de l'accès à l'eau une priorité. En Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, dans les villes et villages français sont menées des initiatives utiles au bien-être, et parfois, à la survie des familles. En 2013, l'Année internationale de l'eau est l'occasion de valoriser ces programmes et ceux qu'il faut développer grâce à nos généreux donateurs, avec à l'esprit cette idée que l'eau, c'est la vie. **Julien Lauprêtre**, président du Secours populaire

L'agriculture, l'industrie, l'électricité, l'ensemble des activités terrestres : l'eau est l'élément premier du développement humain. Mais, depuis que le monde s'est industrialisé, l'eau est en crise : au XX^e siècle, la consommation a été multipliée par six tandis que la population mondiale triplait. Les eaux usées ont, par ailleurs, pollué la moitié des fleuves et des lacs. Aujourd'hui, la crise s'amplifie et son impact est poten-

tiellement dévastateur. La Terre ne manque pourtant pas d'eau : la quantité disponible suffirait largement à satisfaire les besoins de l'humanité. Seulement, elle est très inégalement répartie : dix pays possèdent près des deux tiers de l'eau douce mobilisable et, comme elle ne peut pas être transportée sur de longues distances – elle se dégrade rapidement – les inégalités sont criantes. Plus d'un milliard et demi de personnes sont privées d'eau potable, 2,6 milliards n'ont pas accès à un assainissement de base : toilettes privatives, collecte et traitement des eaux usées, ces acquis dont l'Occident a bénéficié au XX^e siècle, grâce à la révolution hygiéniste et à l'arrivée des canalisations en ville. Tous les jours, 5 000 enfants meurent de diarrhées ; l'absence d'eau potable

tue dix fois plus que les guerres (2,2 millions de personnes chaque année). Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Afrique subsaharienne perd chaque année 5% de son PIB ; le Pakistan, dont le budget accordé à la politique de l'eau est cinquante fois inférieur au montant de ses achats en armes, jusqu'à 9%. L'un des huit Objectifs du millénaire pour le développement, adoptés par les Nations unies en 2000, était de diviser par deux la part d'habitants n'ayant pas accès à l'eau et à un assainissement de base. Objectif non atteint : l'aide demeure en deçà du nécessaire et la crise économique de ces dernières années a encore fait chuter les financements. Depuis 2000, la crise de l'eau s'est encore aggravée. *The Global Water Crisis*, un rap-

Depuis 2010, 7 600 Haïtiens sont morts du choléra. L'eau des fleuves, utilisée pour la vie quotidienne, est le premier vecteur de cette maladie.



port publié par les Nations unies en septembre 2012, en dessine les contours. Aucun continent ne sera épargné : le développement économique, la croissance démographique, les changements de régime alimentaire liés à l'apparition d'une classe moyenne globale (près de 5 milliards d'individus d'ici une quinzaine d'années) friande de viande dont la production nécessite des quantités astronomiques d'eau et d'énergie, vont s'accompagner de prélèvements de plus en plus intenses des ressources hydriques. À l'horizon 2025, quand la planète comptera près de 8 milliards d'habitants, l'agriculture exigera 50% d'eau de plus qu'aujourd'hui. En 2030, la demande en eau sera supérieure à l'offre de plus de 40%. Le stress hydrique (moins de 1 700 m³ d'eau par an et par habitant), qui affecte déjà 43 pays, sera le lot commun d'un tiers de l'humanité



« À Vientiane, au Laos, les bénévoles du SPF vont aider à construire un bâtiment avec sanitaires et un système de traitement des eaux usées pour les 1 860 élèves du lycée Tan-Mixay. »

Pierre Moreau, secrétaire du conseil de région Centre du Secours populaire

(aux États-Unis, une personne consomme 2 483 m³ par an et un Français 1 875 m³ chaque année). Le stress hydrique touchera 90% des populations d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ainsi que 85% des populations d'Afrique subsaharienne. Quatorze pays passeront à un état de pénurie (moins de 1 000 m³ par an) et l'Europe, son bassin méditerranéen en particulier, sera également affectée. « Dans les pays émergents, un cercle vicieux est à l'œuvre : d'un côté, la croissance urbaine accentue les prélèvements d'eau des nappes phréatiques et, de l'autre, le rejet des eaux usées (chargées de produits chimiques, pharmaceutiques, etc.), en quantités toujours plus importantes, aggrave la pollution des ressources, écrit Antoine Frérot, l'actuel PDG de Veolia, dans son ouvrage *L'Eau*. Or, en 2050, les trois quarts de l'humanité vivront en

Au Salvador, des villageois installent un béliet hydraulique. Ce système de pompage profite désormais à des centaines de familles pour l'irrigation et l'hygiène.



ville. Le changement climatique amplifie les inégalités : il pleut toujours davantage dans les zones humides et moins encore dans les régions arides. Depuis des millénaires, les glaciers constituent des banques d'eau. Quand il fait chaud, ils apportent l'eau nécessaire aux régions sèches des plaines. Mais le réchauffement climatique fait fondre les glaciers plus rapidement que prévu. À terme, leur fonte aura des conséquences sur la disponibilité en eau pour les 500 millions d'habitants de la vallée du Gange, les 250 millions de Chinois des régions du centre et de l'ouest de la Chine et des millions de familles dans les Andes. Par ailleurs, l'eau des mers monte à cause de la fonte des pôles. Les risques d'inondations liées à des catastrophes naturelles toujours plus violentes, tel l'ouragan Sandy en octobre 2012, s'accroissent. Marc Laimé, spécialiste de l'eau et consultant, considère que « le réchauffement climatique multiplie encore les incertitudes. L'eau soulève de nouvelles questions, désormais en tête de l'agenda international ».

DES PEUPLES POUSSÉS À L'EXIL

Le manque d'eau aura aussi des conséquences géopolitiques. De toutes les zones où la pénurie se fera le plus sentir, le gigantesque triangle s'étirant du Maroc aux contreforts de l'Himalaya sera l'une des plus affectées. L'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie centrale constituent déjà les régions les plus volatiles de la planète. Le stress hydrique de ces prochaines décennies accroîtra encore leurs tensions : il laminera les conditions d'existence de populations déjà défavorisées et les poussera à l'exil. Parmi les futurs réfugiés environnementaux, il y aura des réfugiés hydriques, selon Antoine Frérot. S'ensuivront une forte instabilité sociale et politique, des États en faillite, incapables de répondre aux besoins essentiels de leurs populations. Le sociologue allemand, Harald Welzer, y voit même le prélude à des guerres du climat, à des conflits autour de l'eau et de son exploitation, dans un contexte de raréfaction des ressources et de migrations massives. Le constat est dramatique et, à quelques nuances près, il fait l'unanimité chez les scientifiques. Pourtant des solutions existent. La plus simple consisterait *a priori* à augmenter l'aide aux pays souf-

Au Pakistan, les inondations de 2010 ont affecté 20 millions d'habitants. L'aide internationale a un rôle prépondérant à jouer pour le droit à l'eau.



Jérôme Deya

PLUS D'UN MILLIARD ET DEMI DE PERSONNES sont privées d'eau potable.

Le prix de l'eau

En France, 100 000 coupures d'eau sont dénombrées par an, dont un tiers fait suite à des situations de détresse. Si 96 % des personnes ont accès à l'eau, beaucoup éprouvent des difficultés liées à son prix trop élevé au regard de leurs ressources. Le défi est désormais de lutter contre les inégalités dans la tarification de l'eau et d'assurer la protection des sans-abri. Le 20 mars prochain, retrouvez sur le site du SPF notre dossier sur l'accès au droit à l'eau en France.

LES MALADIES HYDRIQUES SONT LA PREMIÈRE CAUSE DE MORTALITÉ ET DE MORBIDITÉ au monde avant la malnutrition. Le stress hydrique touchera 90 % des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et 85 % des peuples d'Afrique subsaharienne.

2483 m³ d'eau c'est la consommation annuelle d'un habitant des États-Unis ; pour un Français la consommation est de 1875 m³. Le stress hydrique se situe à moins de 1 700 m³.

10 pays possèdent près des deux tiers de l'eau douce mobilisable.

La Terre ne manque pas d'eau, mais la quantité disponible est très inégalement répartie.



L'algue bleue a envahi le lac Chaohu, cinquième grand lac de Chine dans la province de l'Anhui, rendant impossible la pêche et la circulation des barques.

frant le plus de stress hydrique. Marc Laimé évalue à 50 milliards de dollars, chaque année, pendant trente ans, les besoins de l'humanité pour régler les problèmes de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Mais de cela il n'est pas question. Les États riches sont exsangues : à court terme, ils n'augmenteront pas leur budget d'aide au développement. Par ailleurs, les États les plus touchés par la pénurie d'eau ne sont pas structurés pour faire un usage efficient d'une manne aussi conséquente, pour peu qu'elle soit un jour débloquée. L'eau est aussi une affaire de gouvernance, d'appareil d'État et de collectivités locales en ordre de marche, capables de travailler avec des ONG, des organisations internationales, des entreprises privées et une myriade d'acteurs qui n'ont pas toujours les mêmes priorités. Alors

que faire? En premier lieu, des économies s'imposent afin de lutter contre les pertes sur les réseaux publics et privés et d'optimiser le cycle de l'eau. Dans beaucoup de villes d'Amérique, d'Asie ou d'Afrique, plus de 40% de l'eau se perd à cause de canalisations défectueuses. Ensuite, réduire la consommation, chez les grands comptes et les entreprises, comme Danone dont la consommation a baissé de 30% entre 2000 et 2007, et « déshydrater » la croissance, en particulier dans l'agriculture, qui consomme tant d'eau et en gaspille beaucoup. Dans un système d'irrigation extensif classique, les deux tiers de l'eau prélevée n'atteignent jamais la plante. Pourtant, comme en Jordanie, des dispositifs de micro-irrigation existent ; ils apportent précisément l'eau là où les végétaux en ont besoin. Upmanu Lall, le



« La mondialisation, le développement des économies émergentes, la croissance exponentielle et anarchique de mégalo-poles et de villes-champignons cernées de bidonvilles sont en train de bouleverser toute l'économie de l'eau. Des usines côtoient des champs. Les pollutions sont aussi gigantesques qu'incontrôlables. Les infrastructures et les réglementations ne peuvent pas suivre le rythme de la croissance. Les ressources hydriques sont soumises à une immense pression. Voilà le défi de ces prochaines années. »

Marc Laimé, spécialiste de l'eau et consultant



La population du Niger est estimée à 12,6 millions d'habitants. Seuls 46% ont accès à une source améliorée d'eau potable.

directeur du Centre de l'eau de l'Université de Columbia, à New York, estime qu'il faut d'abord adapter les cultures aux évolutions climatiques et aux ressources hydriques, quitte à bouleverser les régimes alimentaires des populations locales. Dans les pays les plus touchés par la pénurie, la gratuité ne peut pas être une solution, elle encouragerait le gaspillage d'une ressource rare. En revanche, selon Antoine Frérot, qui prêche aussi pour sa chapelle, le géant Veolia, il serait possible

de jouer davantage sur les tarifs de l'eau en instituant « des politiques tarifaires adaptées aux capacités de paiement des habitants et en instaurant un prix socialement acceptable pour les nouveaux branchements ». En d'autres termes, il s'agit d'instituer, notamment dans les économies émergentes, des tarifs progressifs selon les moyens des usagers, de manière à financer des services de plus en plus complexes ainsi que leur exploitation et leur maintenance. Cependant, il met

en garde : sous-financement rime avec exclusion et inégalités. Deux « techniques » sont actuellement en vogue pour résoudre la crise : le recyclage des eaux usées et le dessalement de l'eau de mer. La première consiste à récupérer les eaux usées à la sortie des stations d'épuration et de leur faire recevoir un traitement supplémentaire variable selon leur destination envisagée (refroidissement industriel, irrigation, arrosage, recharge des nappes souterraines...). Le recyclage a l'avantage de fournir de gros volumes d'eau qui se trouvent là où les hommes en ont besoin.

DES MODES DE VIE À REFONDER

D'ici à 2020, un quadruplement des capacités mondiales est envisagé. Israël, qui réutilise les trois quarts de ses eaux usées pour l'irrigation, mène le bal, tandis que Singapour et Windhoek, la capitale de la Namibie, retraitent leurs eaux usées pour produire de l'eau potable pour leurs habitants, faute d'autres ressources hydriques. Israël, avec son usine d'Ashkelon, la plus grande du monde qui fournit 15% de l'eau du pays, est aussi en pointe sur le dessalement. L'Arabie saoudite puise déjà 70% de son eau dans le Golfe persique et en mer Rouge. L'Inde, la Chine et les États-Unis s'y mettent : l'eau de mer est une ressource en quantité illimitée. Or, Marc Laimé est sceptique. « Aucune de ces solutions ne favorisera l'accès à l'eau des pays les plus pauvres. Le dessalement coûte très cher, consomme de l'énergie et son empreinte écologique est désastreuse : les eaux rejetées en mer contiennent du chlore ou des produits anticorrosion nocifs à l'environnement. La réutilisation des eaux usées est onéreuse et dangereuse pour la santé publique. Vous souvenez-vous de l'affaire des concombres espagnols, qui avaient fait des dizaines de morts en Europe, il y a quelques années ? Leurs graines avaient été arrosées avec des eaux "assainies". » Pour Marc Laimé, la solution est avant tout politique. Cette « fuite en avant technologique, promue par des multinationales », ne fait qu'encourager un modèle de développement insoutenable. Comme pour les hydrocarbures, il préconise la refondation des modes de vie. Utopique à l'heure où les émergents n'aspirent qu'à vivre aussi confortablement que les émergés ? « Non, répond-il, à condition que de nouveaux instruments de régulation mondiale pour la gestion de l'eau voient le jour. »

Olivier Guez

Témoignages et photos
secourspopulaire.fr